



EUROPE





Inquiétude
Le 6 mars, lors d'un sommet à Versailles, Mariano Rajoy, Angela Merkel, François Hollande et Paolo Gentiloni ont élaboré des scénarios pour l'avenir de l'UE.

OUI, LA FIN DE L'UNION EST POSSIBLE...

Soixante ans après le traité de Rome, l'Union européenne cherche un nouveau souffle. Qui tarde à venir. On voit pourtant des pistes se dessiner.

par Marc Epstein

P. WOJAZER/REUTERS



Européens, ouvrez les yeux ! A quelques semaines de la présidentielle en France, Marine Le Pen demeure en tête des intentions de vote. Outre-Manche, une majorité de Britanniques veulent claquer la porte de l'Union européenne. Quant au Premier ministre hongrois, Viktor Orban, il prétend que l'Union européenne est devenue l'« esclave d'une utopie » et cite Donald Trump dans le texte : « Chaque nation a le droit de placer ses intérêts au-dessus de ceux des autres. » Depuis son investiture, le président des Etats-Unis affiche son mépris pour l'Union européenne et multiplie les déclarations ambiguës au sujet de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, pierre angulaire de la défense européenne depuis le lendemain de la Seconde Guerre mondiale...

Soixante ans après la signature du traité de Rome, le 25 mars 1957, dont le préambule annonçait « une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens », l'anniversaire de l'acte fondateur du projet européen évoque moins *L'Ode à la joie*, de Beethoven, hymne officiel de l'UE, qu'une oraison funèbre. Car l'institution est aussi menacée par l'instabilité au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, attaquée par Daech, encerclée de régimes autoritaires – la Russie de Poutine, la Turquie d'Erdoğan... Dans le tréfonds des sociétés européennes, surtout, la colère gronde contre les élites, les grands partis traditionnels, la mondialisation économique, le multiculturalisme... Identifiée à l'économie sociale de marché et à la démocratie représentative, l'UE fait les frais de ce mouvement de défiance politique et identitaire. « C'est la première fois de notre histoire que tant de personnes deviennent antieuropéennes ou, au mieux, eurosceptiques », déplore Donald Tusk, président du Conseil européen. Comment faire, alors ? Dans son Livre blanc sur l'avenir de l'UE d'ici



AFP

NAISSANCE Le 19 mars 1951, l'Allemagne et la France participent à la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier.



Y. HERMAN/REUTERS

CRISE A Bruxelles, l'institution dirigée par Jean-Claude Juncker (à g.), président de la Commission européenne, et Donald Tusk, président du Conseil européen, est au cœur de la tourmente.

à 2025, publié le 1^{er} mars, le président de la Commission de Bruxelles, Jean-Claude Juncker, exclut d'emblée la mort du projet européen. Fédéraliste convaincu, il décrit ensuite cinq scénarios très éloignés, pour la plupart, de ses propres ambitions.

1. Maintenir les choses en l'état, sans engager de réformes d'envergure.
2. Réduire l'Europe au marché unique, faute de volonté politique : la mobilité des marchandises resterait aisée, mais celle des individus, en revanche, se compliquerait au fil du temps. Ainsi, par exemple, étudier, trouver un emploi ou transférer ses droits à la retraite en dehors de son pays d'origine n'irait pas de soi.

3. Adopter une Europe à plusieurs vitesses, dans laquelle des groupes d'Etats formeraient des coalitions à la carte dans les domaines où ils sont d'accord : défense, sécurité, normes technologiques...

4. Concentrer l'action de l'UE sur un nombre réduit de secteurs afin de privilégier son efficacité, en établissant, par exemple, une agence européenne du contre-terrorisme.

5. Effectuer un grand saut vers une Europe fédérale – une hypothèse jugée très peu probable, tant l'idéal des pères fondateurs semble sapé de toutes parts.

Les pistes envisagées sont plutôt vagues, mais cette prudence est nor-



MALAISE Le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, estime que l'UE est devenue l'« esclave d'une utopie ».

DIVORCE Le club européen semble méprisé par Washington et abandonné par Londres.

male. Des élections sont attendues cette année en Bulgarie, en France, en Allemagne et en République tchèque. Or aucun de ces pays ne manifeste un fort appétit pour les réformes parfois ambitieuses prônées par Jean-Claude Juncker.

La discussion n'a guère commencé et, comme souvent dans l'histoire de l'UE, il reviendra à Paris et à Berlin de donner, le cas échéant, une impulsion décisive. « L'Europe à plusieurs vitesses » est la voie choisie le 6 mars dernier, semble-t-il, par François Hollande, la chancelière allemande, Angela Merkel, le chef du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, et son collègue italien, Paolo Gentiloni, lors d'un mini-sommet à Versailles. Un scénario approuvé, aussi, par les pays du Benelux. Mais les diplomates européens, qui en ont vu d'autres, ne croient guère à la faisabilité du projet qui consisterait, dans les grandes lignes, à créer un noyau

dur politique, sans doute à partir des pays de la zone euro. « L'Europe à plusieurs vitesses, soupire l'un d'entre eux, c'est comme le monstre du Loch Ness. Certains l'aperçoivent de temps à autre, mais personne ne saurait décrire à quoi cela ressemble. »

A peine évoquée, l'idée suscite des craintes parmi nombre de dirigeants d'Europe orientale, qui redoutent un « nouveau rideau de fer entre l'Est et l'Ouest », selon l'expression de Jean-Claude Juncker. Mais « l'Europe à plusieurs vitesses » existe déjà dans certains domaines : l'adhésion à la zone euro et à l'espace Schengen, qui permet la libre circulation des individus entre les Etats signataires, repose, pour chaque pays membre, sur une base volontaire.

« Le seul vrai problème, c'est que les peuples ne soutiennent plus vraiment le projet européen, estime pour sa part Hubert Védrine, ex-ministre des Affaires étrangères et auteur de

Sauver l'Europe! (Liana Levi). Mais les vrais antieuropéens, comme Marine Le Pen, sont minoritaires. Nous devons nous fixer comme objectif de raccrocher les autres – les sceptiques, les déçus, les indifférents, les allergiques... Pour les reconquérir, il faut d'abord cesser de les mépriser. Les peuples demandent de la souveraineté, de l'identité, de la sécurité ? Dont acte. Marquons une brève pause dans l'intégration et prenons le temps de réfléchir et réunissons une conférence qui redéfinirait, ce que relèvera à l'avenir de Bruxelles. Arrêtons de vampiriser le niveau national, régional ou local. Même Jean-Claude Juncker, président de la Commission, reconnaît que l'on a eu tort de réglementer à outrance ! La relation entre le citoyen de base et l'Europe est fondamentale. Et elle doit être clarifiée avant toute nouvelle avancée. »

D'autres sont plus pessimistes. Interrogés sur l'avenir de l'UE, →

Même le président de la Commission européenne reconnaît que l'on a réglementé à outrance



L'espoir, quand même

Grâce à une participation électorale inespérée, les législatives aux Pays-Bas, le 15 mars, ont marqué une défaite relative pour les nationalistes xénophobes du Parti pour la liberté, le mouvement dirigé par Geert Wilders (voir *L'Express* du 8 mars 2017). En Autriche, le 4 décembre 2016, une mobilisation semblable avait barré la route à Norbert Hofer. Faut-il voir dans ces résultats une hirondelle annonciatrice d'un printemps européen ? Certains veulent le croire. De fait, les sondages réalisés au lendemain du Brexit, en juin 2016, ont montré un regain du sentiment pro-européen dans six pays de l'UE : Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie et Pologne. De même, l'élection de Donald Trump et le repli sur eux-mêmes des Etats-Unis constituent « un tremblement de terre qui peut nous



K. LAMARQUE/REUTERS

réveiller », selon la formule du nouveau président allemand, Frank-Walter Steinmeier. Les élections en France, dès avril, et en Allemagne, le 24 septembre, seront scrutées de près.

Soulagement A Paris, le 16 mars, un groupe de militants pro-européens se réjouit de la défaite, du mouvement europhobe lors des législatives aux Pays-Bas.

→ certains analystes parviennent, ces temps-ci, à des conclusions longtemps jugées impensables. Ainsi, les auteurs d'un rapport du groupe MacroGeo, un cabinet de conseil en stratégie fondé par Carlo de Benedetti, ancien patron d'Olivetti, pronostiquent la désintégration de l'institution et la disparition de la zone euro. Même les éventuelles victoires électorales de pro-européens convaincus en France et en Allemagne, tels Emmanuel Macron et Martin Schulz, ex-président du Parlement européen, ne changeraient rien à l'affaire : « Lors du cycle électoral suivant, en 2021-2022, l'UE amorcera les cinq dernières années de son "existence véritable". » Certaines institutions européennes parviendront sans doute à subsister, écrivent ces spécialistes, mais elles perdront peu à peu tout pouvoir réel, au fil d'un processus rendu inévitable par le départ du Royaume-Uni, une série de

vagues migratoires incontrôlées, la faillite de certains Etats, le terrorisme, le changement climatique, le nationalisme russe... Pour autant, le délitement de l'Union européenne ne provoquerait pas le déchaînement des « démons nationalistes du passé » : les analystes de MacroGeo imaginent plutôt l'émergence d'un « noyau géo-économique » autour de l'Allemagne, comprenant aussi les Pays-Bas, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, une partie de la Scandinavie et, peut-être, le nord de l'Italie.

De tels scénarios catastrophistes ont longtemps été la spécialité exclusive des europhobes : le Front natio-

nal en France, l'Ukip au Royaume-Uni ou le Mouvement 5 Etoiles en Italie. En 2017, ce n'est plus le cas : la disparition de l'UE est devenue une éventualité pensable.

La plus grande menace pesant sur le projet européen est, au fond, d'ampleur planétaire. A Washington, Londres, Budapest, Varsovie, Moscou, Pékin et ailleurs, l'heure est au repli identitaire et à son corollaire, une hostilité croissante contre les institutions supranationales nées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, prometteuses de paix et de prospérité : l'Organisation des Nations Unies, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et aussi, à la fin des années 1950, les institutions européennes. La vraie menace est là, sans doute – dans ce vent mauvais qui prend des formes multiples selon les Etats. Et qui dépasse, de très loin, l'Europe et ses dirigeants. ■

Les vraies menaces : le repli identitaire et la défiance envers les grandes institutions